

ARIANE CONSULTING

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie des
Commissaires aux comptes de Paris
12, rue du Helder 75009 PARIS

MAISON DE QUARTIER CLUB SAINT EXUPERY

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
82, rue Saint Sébastien – 78300 POISSY

(Ce rapport comporte 22 pages)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association Club Saint Exupéry

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Club Saint Exupéry** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en question l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe relative au changement de méthodes comptables induit par l'entrée en vigueur du règlement ANC 222-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 juin 2026
Le Commissaire aux comptes



ARIANE CONSULTING
Florent BELLARD



Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes TOTAL			
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes TOTAL	44 591 44 591	34 123 34 123	10 468 10 468
					12 252
					12 252
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts Autres immobilisations financières TOTAL			
Total (II)		44 591	34 123	10 468	12 252
Actif circulant		Stocks et en cours			
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres créances Charges constatées d'avance TOTAL	3 160 32 109 35 269	3 160 32 109 35 269	29 716
	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus Disponibilités	222 344	222 344	211 696
Total (III)		257 614		257 614	241 412
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		302 205	34 123	268 082	253 665
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				



Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	217 465	217 465
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-7 068	-36 673
	Excédent ou déficit de l'exercice	12 823	29 605
	Situation nette (sous-total)	223 220	210 397
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total (I)		223 220	210 397
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 658	6 601
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	29 097	26 560
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	10 105	10 105
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		44 861	43 267
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		268 082	253 665
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	45 637	
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens <i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i>	1 950	2 867
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	326 001	364 435
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public <i>Dons manuels</i> <i>Mécénats</i> <i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		777
Charges d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	177	
	Total des produits d'exploitation (I)	373 766	368 080
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	114 051	104 237
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 089	3 978
	Salaires	192 352	187 217
	Cotisations sociales	52 171	46 446
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 795	2 491
	Dotations aux provisions		
Produits financiers	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	232	71
	Total des charges d'exploitation (II)	365 693	344 443
	1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	8 072	23 637
	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	4 750	5 967
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
Charges financières	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	4 750	5 967
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
Charges financières	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)		
	2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	4 750	5 967
	3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	12 823	29 605



	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total		
Charges exceptionnelles (VI) Total		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	378 516	374 048
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	365 693	344 443
EXCÉDENT OU DÉFICIT	12 823	29 605
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 268 082 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 373 766 Euros et dégageant un excédent de 12 823 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1 Descriptions de l'entité

1.5 Objet social

L'association Club Saint-Exupéry est une maison de quartier à vocation sociale, éducative, culturelle et de loisirs. Elle a pour objet de favoriser le développement social local, le lien social et l'accès de tous aux activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs.

L'association intervient principalement au bénéfice des habitants du quartier Saint-Exupéry et de ses environs, avec une attention particulière portée aux enfants et aux jeunes, tout en développant des actions en direction des familles, des adultes et des seniors.

1.6 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Au cours de l'exercice, l'association a poursuivi ses missions à travers la mise en œuvre de nombreuses actions sociales, éducatives, culturelles et de loisirs.

Les principales activités proposées comprennent notamment :

- des actions favorisant les échanges et le lien intergénérationnel ;
- des ateliers destinés aux adultes dans les domaines artistiques, culturels, sportifs (yoga, gym, step, danse, remise en forme, mosaïque, réfection de sièges, théâtre, danse africaine et autres activités de loisirs) ;
- des accueils collectifs des enfants de 6 à 13 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires ;
- des actions d'accompagnement à la scolarité dans le cadre du dispositif CLAS ;
- un accueil périscolaire organisé après les heures de classe ;
- l'organisation de spectacles, goûters, animations et manifestations ouvertes aux habitants du quartier.

1.7 Moyens mis en œuvre

Pour réaliser ses missions, l'association mobilise des moyens humains, matériels et financiers adaptés à ses activités.

Elle s'appuie notamment sur :

- son personnel salarié ;
- les cotisations de ses membres ;
- les subventions accordées par les collectivités territoriales et organismes partenaires ;

- les participations des usagers aux différentes activités ;
- les équipements et locaux nécessaires à l'organisation des actions proposées.

L'association assure également la gestion et l'animation des équipements mis à sa disposition afin de garantir le bon déroulement de ses activités.

Dans le cadre de son projet associatif, elle veille à ce que l'ensemble de ses actions présente un caractère social, éducatif, culturel et de formation, dans le respect des principes de neutralité, de laïcité et d'ouverture à tous sans distinction.

1.0 Faits caractéristiques d'importance significatives

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

2 Principes et méthodes comptables

2.5 Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le règlement n° 2023-03 modifie plusieurs règlements de l'ANC – en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers – dont le règlement de l'ANC n° 2018-06.

2.6 Evénements survenus postérieurement à la date de clôture

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes.

2.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, déduction faites des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations. Ces frais sont amortis en dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Installations générales, agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 3 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 4 ans

2.8 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.9 Opérations en devises et écarts de conversion

Les factures reçues et émises en devises sont comptabilisées en euros sur la base du taux du jour de comptabilisation et les dettes/créances de fin d'exercice sont converties au cours de change en vigueur au 31 décembre. Les écarts sont portés dans les comptes d'écarts de conversion Actif et Passif.

La société comptabilise également un écart de conversion Actif ou Passif correspondant aux gains et pertes latents des couvertures de change se rattachant à des dettes et créances inscrites à son bilan ou à celui de ses filiales garanties. Les écarts de conversion Actif ainsi obtenus font l'objet d'une provision pour perte de change enregistrée en provision pour risques et charges.

2.10 Changements de méthodes

Première application du règlement ANC 2022-06 qui constitue un changement de méthodes comptables. Ceci n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes de l'association.

3 Informations relatives aux postes du bilan

3.0 Actif immobilisé

3.0.3 Etat de l'actif immobilisé

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Incorporelle	Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 464	1 011	-	3 476
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	21 628
		Matériel de transport	-	-	-
		Matériel de bureau et mobilier informatique	-	-	19 488
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles		43 580	1 011	-	44 592
Financières	Participations	-	-	-	-
	Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-
Immobilisations financières		-	-	-	-
Total général		43 580	1 011	-	44 592

3.0.4 Amortissements

Amortissements		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 464	145	-	2 609
	Autres immobilisations corporelles				
	Installations générales, agencements, aménagements divers	14 199	1 077	-	15 276
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	14 664	1 574	-	16 238
	Immobilisations grevées de droit	-	-	-	-
Immobilisations corporelles		31 328	2 796	-	34 123
Total général		31 328	2 796	-	34 123

3.1 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel

3.2 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel

3.3 Etat des échéances des créances et des dettes

État des créances		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
De l'actif circulant	Créances Clients et Comptes rattachés	3 160	3 160	
	Autres	32 109	32 109	
Charges constatées d'avance		-		
Total		30 026	30 026	
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

État des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		5 659		5 659	
Dettes fiscales et sociales		29 098		29 098	
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		10 106		10 106	
Produits constatés d'avance		-			
Total		41 495		41 495	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					

3.4 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

3.4.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	217 466	-	-	-	-	-	-	217 466
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	-	-	-	-		-		-
Report à nouveau	-36 674	29 605	-	-		-		-7 069
Excédent ou déficit de l'exercice	29 605	-29 605	-	12 823	-	-	-	12 823
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	210 397	-	-	12 823	-	-	-	223 220

3.4.2 Le résultat de l'exercice

L'excédent de l'exercice d'un montant de 12 823 € est définitivement acquis à l'organisme.

3.4.3 Provisions pour engagements de retraite

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucun versement spontané n'a été effectué auprès de la SOGECAP au 31 décembre 2025.

4 Informations relatives aux postes du compte de résultat

4.0 Charges à payer

Charges à payer	Montant
FNP CAC	4 380
FNP SUEZ	313

4.1 Produits à recevoir

Charges à payer	Montant
INTERETS 2025	3 023
INTERETS 2025	1 727
2E ACOMPTE 2025	5 900
SOLDE 2025 PS ALSH PERI	9 458
SOLDE 2025 PS ALSH EXTRA	1 0472

4.2 Compte de résultat par origine et destination

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 – PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat				
– Dons manuels	-	-	-	-
– Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
– Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	2 127	-	2 868	-
2 – PRODUITS NON-LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	45 638		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	4 750		6 745	
3 – SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	326 001		364 436	
4 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	-	-
5 – UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-	-	-
TOTAL	378 516	-	374 048	-
CHARGES PAR DESTINATION				
1 – MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
– Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
– Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
– Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
– Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	365 693	-	344 443	
4 – DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPREC.	-	-	-	-
5 – IMPOT SUR LES BENEFICES	-		-	-
6 – REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
TOTAL	365 693	-	344 443	-
EXCEDENT OU DEFICIT	12 823	-	29 605	-

4.3 Compte d'emploi annuel des ressources

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES		
1.1 Réalisées en France		
– Actions réalisées par l'organisme	–	–
– Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	–	–
1.2 Réalisées à l'étranger		
– Actions réalisées par l'organisme	–	–
– Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	–	–
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	–	–
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	–	–
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	365 693	344 443
TOTAL DES EMPLOIS	365 693	344 443
4 – DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	–	–
5 – REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	–	–
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	–	–
TOTAL	–	–

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Cotisations sans contrepartie	–	–
1.2 Dons, legs et mécénats		
– Dons manuels	–	–
– Legs, donations et assurances-vie	–	–
– Mécénats	–	–
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	2 127	2 868
TOTAL DES RESSOURCES	2 127	2 868
2 – REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	–	–
3 – UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	–	–
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	363 566	341 576
TOTAL	363 566	341 576
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
(+) Excédent ou (–) insuffisance de la générosité du public		
(–) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		

4.4 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Ventilation des produits d'exploitation par origine :

- Subvention municipale : 260 000 Euros
- Subvention CAF ALSH : 48 812 Euros ;
- Subvention CAF CLASS : 17 189 Euros ;
- Subvention mission ville CGET CLAS : 3 699 Euros ;
- Cotisations adhérents : 45 638 Euros
-

4.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 380
Au titre d'autres prestations	–
Total	4 380

5 Informations relatives à l'effectif

Catégories	Personnel – salarié
Cadres	1
Agents de maîtrise et Techniciens	2
Employés	2
Ouvriers	
Total	5